



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Transports et Mobilités
Durables

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**Objet de la
délibération:**

**AUGAD - Attribution
d'une subvention**

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Richard STRAMBIO

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 24/10/2015

Transmis le : 24/10/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

L'association des Usagers de la Gare des Arcs/Draguignan (AUGAD) œuvre pour l'amélioration du service ferroviaire depuis 1994. L'engagement de l'association porte autant sur la qualité de service offerte aux usagers du train que sur le niveau de desserte de la gare, notamment la desserte des trains à grande vitesse.

L'accès à l'information et à la billetterie est également une de ses priorités.

Dans ce cadre, son action est complémentaire à la politique des Transports et des Mobilités Durables de la Communauté d'Agglomération Dracénoise qui tend aux mêmes objectifs de report modal de la voiture particulière vers les transports en commun.

A ce titre, elle est un partenaire privilégié de la CAD.

L'Association des Usagers de la Gare des Arcs/Draguignan sollicite une subvention de 400€ pour l'année 2015 afin de poursuivre ses travaux.

Le dossier de demande de subvention est dûment complété.

Les objectifs de l'association sont en lien avec les politiques publiques communautaires.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Transports, Mobilités Durables et Accessibilité du 10 septembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- attribuer une subvention de 400€ à l'AUGAD ;

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.